

Communiqué de presse [SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H](#)

Résultats régionaux du 3^e Baromètre des mobilités du Quotidien porté par Wimoov

MOBILITÉS DU QUOTIDIEN : LA PRÉCARITÉ DE MOBILITÉ S'AGGRAVE EN RÉGION GRAND EST COMME DANS LE RESTE DE LA FRANCE

Wimoov, association qui œuvre en faveur de la mobilité inclusive et durable, publie ce jour la 3^{ème} édition de son Baromètre des Mobilités du Quotidien, réalisé en 2023 auprès d'un échantillon de plus de 12 000 personnes dans la France entière.

Né en 2019 à l'initiative de Wimoov après le vote de la nouvelle Loi d'Orientations des Mobilités (LOM), ce baromètre livre tous les deux ans une photographie des usages et des représentations des Français.es dans leurs mobilités du quotidien, vise à identifier les situations et les facteurs de précarité dans ce domaine, et ainsi à mesurer les impacts et l'efficacité de la LOM.

L'ESSENTIEL DU BAROMETRE DES MOBILITES DU QUOTIDIEN

Au niveau national, les résultats montrent que le nombre de Français.es en situation de précarité de mobilité est passé de 13,5 millions à 15 millions de personnes en deux ans.

La région Grand Est, qui se place parmi les territoires présentant une situation plutôt défavorable, n'échappe pas à ce constat alarmant. 24 % des habitant.es* sont en situation de précarité de mobilité soit 2 points de plus que lors du précédent baromètre et davantage qu'au niveau national (19,5 %).

En partenariat avec :



Réalisé par :



COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Les facteurs sont multiples : bas revenus, prix des carburants élevés, distances à parcourir importantes, absence d'alternative à la voiture, voire absence totale de moyen de mobilité. Cette précarité se traduit par des renoncements à des actes essentiels, tels que se déplacer pour se soigner, trouver un emploi, visiter un proche et maintenir une vie sociale.

Cette enquête laisse apparaître également en filigrane d'importantes disparités socio-culturelles et territoriales -notamment entre centres et périphéries- dans les pratiques de mobilité avec une fracture entre des publics qui cumulent les difficultés et d'autres qui disposent à l'inverse de nombreux atouts pour se déplacer sans contrainte et évoluer vers l'usage de modes durables.

L'aggravation de la précarité dans la mobilité est d'autant plus préoccupante qu'elle vient se cumuler ou génère d'autres formes de précarité. Celles-ci viennent creuser davantage les fractures sociales et territoriales, avec les risques de recroquevillement et de polarisation extrême de l'opinion qui en découlent.

LES PRINCIPAUX POINTS À RETENIR

Une précarité de mobilité qui prend de multiples formes

Wimoov identifie trois situations distinctes et complémentaires qui concourent à la définition de la précarité de mobilité : la précarité carburant, la vulnérabilité en matière de mobilité et la dépendance à la voiture.

Il ressort que dans le Grand-Est, 24 % de la population* est en situation de précarité de mobilité (19,5 % au niveau national).

- La **précarité carburant concerne 12 %** des personnes interrogées. Elle est en augmentation de 4 points par rapport à 2021.
- La **vulnérabilité en matière de mobilité a légèrement diminué passant de 12 % à 11 %** (10 % au niveau national).
- La **dépendance à la voiture touche 14 %** des habitant.es de la région, contre 12 % au niveau national. Elle est en augmentation de 3 points par rapport à 2021.

Cette situation de dépendance fragilise le budget des ménages. Le nombre de répondant.es dont le budget mensuel carburant est supérieur ou égal à 150 € s'élève à 16 %, au-dessus de la moyenne de l'ensemble des régions (13%).

Cependant, contrairement à d'autres régions, les automobilistes de la région Grand Est sont davantage prêts à modifier leur comportement en cas d'augmentation significative du prix du carburant : dans l'hypothèse d'une hausse de 50 %, ils seraient « seulement » 24% à ne pas changer leurs pratiques, 31 % à l'échelle nationale.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Focus sur l'indice de précarité mobilité de Wimoov

Wimoov calcule, à partir des données du Baromètre des Mobilités du Quotidien, 6 facteurs qui reflètent différentes causes (ressources financières, dépense en énergie, condition de mobilité) et dimensions (économique, technique, géographique). En les croisant, il est possible d'identifier trois situations distinctes et complémentaires : la précarité carburant, la vulnérabilité en matière de mobilité et la dépendance à la voiture. L'addition de ces précarités permet de déterminer l'indice.

Les analyses et les calculs ont été réalisés à partir d'une méthode inspirée des travaux d'Audrey Berry, de Céline Guivarch, d'Yves Jouffe et Nicolas Coulombel publiés en 2016 dans un article intitulé "Comment mesurer la précarité énergétique en matière de transport".

Conséquences : des phénomènes de renoncement toujours plus excluants

Dans le Grand Est, la part des personnes ayant été concernées par au moins un renoncement à un déplacement lors des 5 dernières années se situe à 37 %, dans la moyenne des régions.**

Les déplacements les plus affectés sont les visites à un proche, les activités sportives et de loisirs et les rendez-vous médicaux. Les déplacements liés à la recherche d'un emploi sont aussi impactés mais dans une moindre mesure.

Ce sont les publics les plus fragiles qui sont les plus concernés par ces renoncements : les demandeurs d'emploi de longue durée, les personnes n'ayant pas le permis de conduire, les personnes issues d'un foyer à faibles revenus, les jeunes.

Une évolution des comportements face aux aléas climatiques

Pour la première fois, le panel a été sondé sur l'impact des aléas climatiques (canicule, sécheresse, incendie de forêt, inondation, grand froid, tempête) au cours des trois dernières années sur leur mobilité. À l'instar des répondant.es du reste de la France, **45 % des personnes interrogées ont modifié ponctuellement ou durablement leur pratique de déplacement.** Moins de la moitié a renoncé à faire quelques déplacements seulement, quand 9 % ont changé durablement leur pratique de transport (ils sont 12 % à l'échelle nationale) : ces derniers se sont souvent reportés sur des modes de déplacements thermique ou hybride, donc pour une solution participant elle-même au dérèglement climatique.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Moins d'alternatives de transport à la voiture qui reste prédominante

52 % des personnes interrogées dans le Grand Est déclarent avoir le choix de leur mode de transport, c'est moins qu'au niveau national (55 %).

L'offre de services alternatifs à la voiture personnelle à proximité du domicile est moindre au niveau des transports collectifs urbains (45 % des répondant.es en disposent à proximité, 52 % au niveau national) et des vélos en libre-service (18 % y ont accès en région, 21% au plan national). Les transports inter-urbains/régionaux et cars régionaux sont plus présents que dans le reste de l'hexagone. La région est également mieux dotée que la moyenne en aires de covoiturage.

16 % des personnes interrogées relèvent qu'aucun service alternatif de mobilité n'existe à proximité de leur domicile.

La voiture reste le mode principal de déplacement pour 76 % des habitant.es du Grand Est (68 % au niveau national).

L'usage des transports en commun comme mode de transport principal n'arrive qu'en troisième position – derrière la voiture et la marche - avec 16 % (bien en-deçà du niveau national à 21%). Ceux qui y ont recours le font davantage pour des raisons économiques, que pour des raisons de rapidité ou parce qu'ils n'ont pas d'autre choix.

Les transports en commun bénéficient d'une image plutôt positive en termes de fiabilité et de sécurité, surtout auprès de ceux qui en sont utilisateurs.ices. 60 % de ceux qui les empruntent sont sûrs ou presque sûrs d'arriver à l'heure et 74 % des utilisateurs.ices se sentent en sécurité. Une petite majorité (52 %) de ceux qui ne les utilisent pas reconnaissent que leur coût est inférieur à celui de la voiture, mais moins d'1 personne sur 2 trouve qu'il est facile de savoir comment faire un trajet.

Cette situation générale masque des disparités territoriales infra-régionales. Si 52 % des répondant.e.s ont la possibilité de choisir entre différents modes de transport, il apparaît de façon surprenante que ce sont les habitant.es des communes isolées qui sont les mieux dotés en solutions de transport comparativement à la moyenne nationale. Les pôles urbains, quelle que soit leur taille, sont moins bien équipés.

Enfin, 11 % des habitants du Grand Est déclarent n'avoir accès à aucune solution de mobilité, ils sont 12 % au niveau national.

Une méconnaissance des dispositifs d'aide à la conversion vers des modes de déplacement plus durables

Interrogés sur leur connaissance et leur éventuel recours à des aides pour passer à un mode de transport plus propre (vélo ou voiture électrique), **les habitant.es du Grand Est révèlent à 68 % ne pas connaître ces aides**, dans les mêmes proportions que le reste de la population. 85 % n'en ont jamais bénéficié. 21 % estiment qu'ils ne pourraient pas en bénéficier et 24 % que le nouvel équipement coûterait toujours trop cher.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

50 % des répondant.es déclarent ne pas connaître les mesures pour se déplacer gratuitement ou à prix réduit dans les transports collectifs (comme au niveau national).

Quant à la **mise en place des Zones à Faibles Émissions, 1 habitant.e sur 2 ne sait pas ce qu'est une ZFE**, ils sont 53 % au niveau national. Pour plus de 2/3 des automobilistes, la mise en place des ZFE signifiera un changement de mobilité ou de voiture, mais les personnes qui se considèrent non concernées sont plus nombreuses qu'en moyenne. Pourtant, le taux d'équipement des véhicules particuliers en vignette de niveau 0 ou 1 se situe dans la moyenne nationale. Ils seraient légèrement plus nombreux à continuer à se déplacer avec leur véhicule quoi qu'il arrive (14 %).

Stéphanie Hirtz, Directrice régionale Grand Est

« En région Grand Est, le baromètre des mobilités du quotidien met en exergue un chiffre en fort contraste par rapport au reste de la France hors Île-de-France : la part des automobilistes ne changeant pas leurs pratiques malgré une hausse moyenne de 50 % des prix est 8 points de pourcentage plus bas (24 % contre 32 %), remarque Stéphanie Hirtz. Cet indicateur est même passé de 29 % à 24 % entre 2021 et 2023. Si l'on met ceci en corrélation avec une précarité carburant se situant au-dessus de la moyenne nationale de 4 points (12 % contre 8 %), on comprend que le phénomène de précarisation est déjà en action. L'augmentation des prix du carburant, liée aux crises énergétiques qui s'intensifient chaque fois plus, contribue à questionner les pratiques de mobilité des habitant.e.s et les encourage à passer à un autre type de mobilité. Cependant, il sera nécessaire de donner accès à un ensemble de solutions adaptées aux besoins des espaces péri-urbains, peu denses et moins desservis, tout en accompagnant la population, sous peine de voir des foyers se précariser davantage, voire renoncer à certains déplacements du quotidien. »

LES PROPOSITIONS DE WIMOOOV

Face aux dangers pour la cohésion sociale et territoriale de notre société que représente la précarité dans la mobilité du quotidien, **il est urgent de repenser nos mobilités pour qu'elles soient abordables, acceptables et désirables par et pour tou.tes**. Wimooov appelle à réagir collectivement via une mobilisation renforcée et à mettre en œuvre la mobilité inclusive essentielle à l'insertion sociale et professionnelle, à la lutte contre la précarité, et à la cohésion de notre société.

La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), en consacrant le changement d'une logique d'infrastructure vers une logique de besoins des usager-ère-s, a ouvert le champ des possibles. Mais sans définir les moyens pour y parvenir, elle tarde encore à être mise en œuvre.

COMMUNIQUE DE PRESSE - SOUS EMBARGO JUSQU'AU 19 SEPTEMBRE 2024 - 12 H

Wimoov insiste pour que les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) se saisissent pleinement de la compétence mobilité solidaire obligatoire inscrite dans la LOM. Celle-ci mériterait par ailleurs d'aller plus loin, en donnant aux AOM les moyens d'agir via **la création d'une ligne budgétaire pérenne dédiée à la mobilité solidaire**.

D'autre part, nous sommes convaincus que la mobilité est une compétence qui s'apprend et se développe tout au long de la vie, du plus jeune au plus grand âge ; **un continuum éducatif doit être mis en place afin de permettre à chacun d'adapter sa mobilité à son mode de vie, ses moyens et ses ressources**. En 2008, nous avons créé le métier de **conseiller mobilité** pour former et informer les publics à la mobilité et aux aides dont il dispose, avec l'ambition de le faire reconnaître et de poursuivre son déploiement.

Et enfin, pour que les solutions, les services de mobilité et leur intermodalité soient inclusifs, **ils doivent d'abord être conçus pour les plus vulnérables** ; garantie de leur adaptation à toutes et tous et du développement des solutions alternatives à la voiture.

Le Baromètre des Mobilités du Quotidien a été réalisé en partenariat avec SNCF, l'ADEME, le ministère des Transports, la MACIF, le Département de la Guadeloupe, Auxilia Conseil et TMO.

19 septembre 2024 : Journée de la mobilité inclusive Événement à Strasbourg

Les résultats régionaux du 3^e Baromètre des Mobilités du Quotidien seront présentés le 19 septembre à l'occasion de la Journée de la Mobilité Inclusive organisé par Wimoov.

Rendez-vous le 19 septembre de 9.00 à 13.00

Amphithéâtre du Conseil Régional Grand Est, 1, place Adrien Zeller, Strasbourg

Vous pouvez aussi retrouver l'ensemble des résultats de cette enquête réalisée auprès d'un échantillon national de 12 387 personnes entre décembre 2023 et mars 2024 sur le site de du Baromètre des Mobilités du Quotidien : [Baromètre des Mobilités du Quotidien \(barometremobilites-quotidien.org\)](http://barometremobilites-quotidien.org)

Contacts presse

Agence Géraldine Musnier

- Karine Grand : 06 60 94 05 49 – karine@agencegeraldinemusnier.com
- Sonia Brochier : 06 82 51 80 45 – sonia@agencegeraldinemusnier.com
- Géraldine Musnier : 06 72 68 27 21 – geraldine@agencegeraldinemusnier.com

* Population de 18 ans et plus

** Moyenne nationale hors Ile-de-France